

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 475<sup>e</sup>  
SÉANCE**



Jeudi 2 décembre 1965,  
à 15 h 25

**NEW YORK**

SOMMAIRE

	Page
Point 36 de l'ordre du jour:	
Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):	
a) Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine;	
b) Rapports du Secrétaire général . . . . .	1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):

- a) Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (A/5692, A/5707, A/5825 et Add.1, A/5932, A/5957);
- b) Rapports du Secrétaire général (A/5850 et Add.1, A/6025 et Add.1)

1. M. MENDOUGA (Cameroun) note que le représentant de l'Afrique du Sud est toujours absent, malgré les mesures prises récemment par le Président sur la demande de la Commission. Sa délégation pensait que les partisans et les complices du Gouvernement sud-africain, inspirés par leur propre intérêt sinon par le respect des principes, useraient de leur influence décisive pour persuader ce représentant de reprendre son siège. La délégation camerounaise invite toutes les délégations à tirer les conclusions voulues de l'attitude obstinée de l'Afrique du Sud, en particulier les délégations qui s'opposent avec insistance à l'expulsion de ce pays de l'Organisation des Nations Unies, en faisant valoir des raisons qui devraient être reconsidérées à la lumière de la situation présente.

2. Il félicite le Président et le Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine pour leur importante contribution à l'étude du problème de l'apartheid. On considère quasi unanimement que l'apartheid est un crime contre l'humanité. Le 8 septembre 1965, la cinquante-quatrième Conférence interparlementaire réunie à Ottawa a adopté une résolution qualifiant l'apartheid de crime grave contre l'humanité. La communauté internationale n'a pas oublié que le nazisme, système politique fondé sur l'humiliation et la liquidation de races prétendues inférieures, a précipité le monde dans la seconde guerre mondiale. Si le régime d'apartheid n'est pas aboli, la communauté internationale sera entraînée dans un conflit aux conséquences imprévisibles.

Vingt ans d'efforts de persuasion sont restés sans résultat, et il est temps de prendre des mesures coercitives efficaces et concertées. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient prendre immédiatement des sanctions diplomatiques et économiques contre la République sud-africaine, au titre du Chapitre VII de la Charte.

3. Dans sa déclaration à la 472<sup>ème</sup> séance, le représentant du Royaume-Uni a dit que le Conseil de sécurité n'avait jamais nié que la situation en Afrique du Sud représente une menace à la paix, mais il a ajouté que cela ne signifiait pas que cette menace relevait du Chapitre VII. La délégation camerounaise n'est pas d'accord avec cette interprétation; elle mesure le sentiment de frustration et l'impatience de la population non blanche en Afrique du Sud et sait qu'il existe un danger immédiat de conflit racial, qui constitue une menace à la paix tombant sous le coup du Chapitre VII. Il faut que des sanctions économiques soient appliquées immédiatement à l'Afrique du Sud, étant donné le renforcement de son armée et de ses forces de police, et l'appui que continuent à donner au pays ses principaux partenaires commerciaux et les membres de l'OTAN.

4. La population non blanche de l'Afrique du Sud, inspirée par son sentiment de la dignité humaine et son amour de la liberté, se sent obligée de recourir à la violence. Dans le cas d'un conflit entre l'opresseur et l'opprimé, il faut espérer que les pays qui ont des investissements en Afrique du Sud et soutiennent le régime raciste ne sacrifieraient pas les droits fondamentaux de l'homme à la cupidité, et n'enverraient pas leurs troupes sous le prétexte de protéger la vie et les biens de leurs ressortissants.

5. Dans sa déclaration à la vingtième session de l'Assemblée générale (1354<sup>ème</sup> séance plénière), le chef de la délégation camerounaise a exprimé la grave inquiétude de son gouvernement devant la tactique dilatoire qu'utilisent certaines grandes puissances pour éviter d'appliquer des sanctions à l'Afrique du Sud. Cependant, le représentant du Royaume-Uni, qui est en un sens le porte-parole de ces puissances, a une fois de plus préconisé une politique d'attentisme, et demandé que l'on revienne à l'étude de l'opportunité d'appliquer des sanctions (chose déjà faite) et de créer un trust fund (qui fonctionne déjà comme fonds privé). Quelques gouvernements, apparemment, trouvent toujours possible de jongler avec leur conscience et celle de la communauté internationale. La France, qui a jadis proclamé les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, continue à soutenir l'Afrique du Sud, invoquant le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un

Etat. Les Etats-Unis, malgré leurs traditions démocratiques, soutiennent le régime d'apartheid directement et indirectement. Le Japon même, membre du groupe des pays d'Afrique et d'Asie, entretient des liens commerciaux avec le régime de Pretoria, qui considère que toutes les races de couleur sont inférieures et pratique une politique d'apartheid. Le Cameroun demande au Gouvernement japonais d'adopter une politique conforme aux aspirations de la population de couleur de l'Afrique du Sud et des peuples de couleur du monde entier.

6. L'élimination de l'apartheid est impossible sans la coopération des grandes puissances et des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, mais certaines puissances, malgré leurs pieuses déclarations, continuent à invoquer des prétextes spécieux pour éviter d'appliquer des sanctions et empêchent toute action des Nations Unies au Conseil de sécurité. La confiance du peuple africain en l'Organisation des Nations Unies est ébranlée, et le prestige ainsi que l'autorité morale de l'Organisation sont menacés. M. Mendouga en appelle à tous les gouvernements pour qu'ils montrent leur détermination à mettre fin à l'apartheid. Si le Conseil de sécurité reste paralysé par le veto de certaines grandes puissances, l'Assemblée générale devrait assumer les responsabilités qui lui incombent aux termes de la Charte et défendre la cause de la paix et de la sécurité internationales en demandant que des sanctions économiques soient appliquées à l'Afrique du Sud. Ces sanctions constituent la dernière chance de la communauté internationale de parvenir à une solution pacifique du problème de l'apartheid.

7. M. HASEGANU (Roumanie) dit que sa délégation regrette, comme la plupart, que la délégation sud-africaine ne participe pas aux discussions de la Commission sur l'apartheid. La délégation roumaine constate avec une profonde inquiétude que, malgré près de 20 ans de discussions, les dangers que recèle l'apartheid ne cessent de croître. Le Gouvernement sud-africain a fait fi de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies qui avaient pour but d'éliminer la discrimination raciale dans ce pays, et il semble que l'apartheid menace maintenant d'autres régions de l'Afrique, comme le montre la déclaration unilatérale d'indépendance par la minorité blanche en Rhodésie du Sud.

8. Les rapports du Comité spécial décrivent les mesures prises par le Gouvernement sud-africain contre la population non blanche, qui constituent une violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ils montrent clairement que le Gouvernement sud-africain continue à priver 14 millions d'Africains des libertés et des droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La délégation roumaine félicite le Comité spécial de son œuvre, et espère que les recommandations contenues dans le rapport publié sous la cote A/5932 auront l'appui de toutes les délégations.

9. M. Haseganu voudrait souligner certains faits, mentionnés dans les rapports en question, qui expliquent pourquoi les résolutions des Nations Unies restent lettre morte tandis que le régime d'apartheid est toujours florissant. A l'annexe I au document A/5932, il est dit que tous les Etats n'ont pas respecté

les résolutions 181 (1963), 182 (1963) et 191 (1964) par lesquelles le Conseil de sécurité demandait à tous les Etats Membres d'interdire toute assistance à l'Afrique du Sud pour la fabrication d'armes et d'équipement militaire, de refuser tout entraînement aux membres des forces armées sud-africaines et de ne pas participer à des exercices militaires communs avec ces forces. Malgré cela, les principales puissances occidentales ont, sous des prétextes variés, collaboré avec le Gouvernement sud-africain et lui ont ainsi permis d'augmenter son potentiel militaire. Le budget réservé par l'Afrique du Sud à l'armée et à la police pour l'année 1965-1966 atteindra 321 160 000 dollars, soit cinq fois et demie le total de 1959-1960. La situation s'est en fait dégradée et des répercussions internationales graves peuvent s'ensuivre.

10. Les principales puissances occidentales, au mépris de l'opinion publique mondiale, continuent à investir d'importants capitaux en Afrique du Sud, encourageant ainsi ce pays à ne tenir aucun compte des résolutions des Nations Unies et à poursuivre sa politique de discrimination raciale. Les puissances occidentales entrent pour plus des quatre cinquièmes dans le commerce extérieur de l'Afrique du Sud, et il est facile de voir pourquoi elles ne veulent pas renoncer à des investissements qui sont une source de profits. La population indigène, opprimée et humiliée, fournit une main-d'œuvre à bon marché.

11. Ces faits conduisent inévitablement à la conclusion que tirent les pays africains et asiatiques, c'est-à-dire que le problème de l'apartheid intéresse non seulement l'Afrique du Sud et l'Organisation des Nations Unies, mais aussi les principales puissances occidentales, qui condamnent ostensiblement, mais en réalité soutiennent le Gouvernement sud-africain. La délégation roumaine pense que les puissances occidentales devront modifier leur attitude pour ramener l'Afrique du Sud à réviser sa position sur l'apartheid. Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 16 juillet 1964 (voir A/5825, annexe I), le Gouvernement roumain a exposé sa position sur la politique du Gouvernement sud-africain et a exprimé sa conviction que l'application rigoureuse par tous les Etats des mesures préconisées dans la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et dans les résolutions 181 (1963) et 182 (1963) du Conseil de sécurité priveraient ce gouvernement de tout appui et de tout encouragement à poursuivre la politique d'apartheid. Sa délégation appuiera toute mesure visant à donner une solution rapide et définitive au problème de l'apartheid, conformément à l'esprit de la Charte.

12. M. DEHLAVI (Pakistan) déclare que, actuellement, on ne peut rien faire d'autre à propos de l'apartheid que d'examiner et d'apprécier la situation, et de se résoudre à de nouvelles mesures qui puissent rendre les décisions des Nations Unies plus efficaces dans ce domaine. La politique et la pratique inhumaines de l'Afrique du Sud ont été universellement condamnées et des mesures ont été adoptées afin de les éliminer, mais les rapports du Comité spécial et d'autres renseignements montrent que la situation en Afrique du Sud continue de s'aggraver. Les arrestations en masse, la détention sans jugement,

le mauvais traitement des prisonniers, la création de zones réservées, la discrimination dans l'emploi et dans l'enseignement ainsi que le renforcement délibéré de l'armée et de la police sud-africaines en vue d'une répression plus sévère constituent un défi non seulement aux principes de la Charte des Nations Unies, mais également à la conscience de l'humanité tout entière. La minorité raciste doit être prévenue qu'elle pourrait bientôt avoir à payer très cher sa politique inhumaine. La population non blanche souffre depuis longtemps, mais un jour elle se révoltera et répondra aux coups, comme la population du Cachemire.

13. M. GHAREKHAN (Inde), prenant la parole pour une motion d'ordre, déclare que la question du Cachemire, qui est exclusivement de la compétence intérieure du Gouvernement indien, est hors du sujet examiné.

14. Le PRESIDENT demande au représentant du Pakistan de limiter ses remarques à la question examinée.

15. M. DEHLAVI (Pakistan) déclare qu'il se conformera à la décision du Président, bien qu'il ait eu l'intention de montrer que la question de l'Afrique du Sud ne pouvait être examinée tout à fait isolément, étant donné que les événements qui se déroulent dans d'autres régions du monde influent sur la situation dans ce pays, en particulier d'un point de vue psychologique. En outre, la politique d'apartheid et les problèmes créés par le colonialisme et le néo-colonialisme sont interdépendants.

16. Il se manifeste un désir général de rechercher une solution pacifique au problème de l'apartheid, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, et d'empêcher le Gouvernement sud-africain et d'autres gouvernements racistes de maintenir des situations extrêmement explosives qui pourraient conduire à un conflit international. Ces considérations, jointes à des motifs d'ordre humanitaire, ont conduit les Nations Unies à adopter des mesures visant à influencer le Gouvernement sud-africain. Il ressort clairement du rapport du Comité spécial que l'Afrique du Sud poursuit et intensifie sa politique de répression. Elle peut agir ainsi parce que certains pays industriellement développés n'ont pas appliqué les diverses mesures qui ont été proposées et adoptées contre l'Afrique du Sud. L'intérêt de l'homme blanc continue de l'emporter. Par exemple, en dépit de ses assurances, le Royaume-Uni continue de fournir à l'Afrique du Sud des avions et des pièces détachées. Les militaires sud-africains bénéficient encore d'entraînement au Royaume-Uni, particulièrement en ce qui concerne l'emploi d'armes achetées dans ce pays. L'Afrique du Sud doit recevoir 300 avions d'entraînement équipés de réacteurs britanniques et des avions légers américains seront utilisés pour des opérations de police spéciales, dont on peut aisément imaginer la nature. La construction d'usines fabriquant des armes modernes et des avions permettra non seulement à l'Afrique du Sud de se suffire à elle-même dans ce domaine et, par conséquent, d'appliquer encore plus impitoyablement sa politique d'apartheid, mais lui donnera aussi la possibilité de pourvoir aux besoins de ses voisins racistes, qui seront ainsi à même de poursuivre la même

politique inhumaine contre la population autochtone. Les pays africains et asiatiques ne sauraient méconnaître ce triste état de fait.

17. La position du Gouvernement pakistanais a été précisée dans une déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale (1319ème séance plénière), qui a rappelé que le Pakistan a intégralement appliqué la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et a instamment prié les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud d'appliquer des sanctions économiques contre ce pays. L'Afrique du Sud est en mesure de défier les Nations Unies parce qu'il existe des éléments faibles parmi les Etats Membres. Il est manifeste que les efforts futurs doivent tendre à colmater les échappatoires, à renforcer les mesures déjà adoptées et à en prendre d'autres pour donner plus d'effet à l'action des Nations Unies. Le Gouvernement pakistanais appuiera et mettra en œuvre toute action recommandée et adoptée à cette fin.

18. M. BUSNIAK (Tchécoslovaquie) déclare que, à l'occasion du vingtième anniversaire des Nations Unies, il importe de rappeler que l'Organisation mondiale a été créée grâce à la coopération entre les peuples qui ont combattu toutes les formes d'oppression et de discrimination raciale au cours de la seconde guerre mondiale. Le racisme a été l'un des piliers du nazisme et du fascisme, et les Nations Unies seraient coupables de trahir leur mission si elles ne prenaient pas des mesures décisives contre un régime qui a adopté ces principes fascistes et nazis et qui les applique dans ses relations politiques, économiques, juridiques et sociales avec la population autochtone du pays qu'il administre.

19. Les documents dont est saisie la Commission, notamment le rapport très utile du Comité spécial, témoignent de l'arbitraire croissant dont fait preuve le Gouvernement sud-africain. Le moment est venu où les Nations Unies doivent passer des paroles aux actes, non seulement dans l'intérêt des habitants autochtones de l'Afrique du Sud, mais également dans celui de la paix et de la sécurité internationales. Les raisons qui permettent au Gouvernement sud-africain de continuer à poursuivre sa politique raciste et à détruire ceux qui luttent pour les droits de l'homme dans ce pays sont expliquées non seulement dans le rapport du Comité spécial, mais également dans les déclarations faites par les représentants d'Afrique et d'Asie au Conseil de sécurité; ceux-ci ont souligné que le régime sud-africain n'aurait pu poursuivre cette politique sans l'appui économique, politique et militaire de certaines puissances impérialistes et sans la solidarité qui existe entre les racistes sud-africains et les monopoles qui tirent d'énormes bénéfices de leurs investissements en Afrique du Sud. Les représentants des puissances impérialistes critiquent l'apartheid au sein des Nations Unies, mais, en réalité, leurs gouvernements font tout ce qui est en leur pouvoir pour soutenir le régime sud-africain. Les puissances dominantes de l'OTAN — les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne — ne cessent d'accroître leur coopération économique avec l'Afrique du Sud où les investissements rapportent des béné-

fiées plus élevées que dans tout autre pays du monde. Les puissances impérialistes et les monopoles internationaux voient dans l'application permanente du système de discrimination raciale contre les habitants autochtones de l'Afrique du Sud la garantie la plus sûre que ces bénéfices élevés seront conservés.

20. Le représentant de la Tchécoslovaquie cite des exemples montrant l'importance des investissements effectués par le Royaume-Uni et les Etats-Unis en Afrique du Sud et attire l'attention sur la coopération économique croissante entre l'Afrique du Sud et la République fédérale d'Allemagne. En 1958, une société de l'Allemagne occidentale a consenti un prêt considérable à la plus grande compagnie minière d'Afrique du Sud et s'est donc assuré une position influente en ce qui concerne l'exploitation de l'uranium sud-africain, afin de servir la politique de Bonn qui consiste à préparer la Bundeswehr à une guerre nucléaire; en outre, deux sociétés allemandes ont envoyé des techniciens à l'Institut sud-africain de recherche sur les fusées. Les relations étroites qu'entretient l'Afrique du Sud avec les puissances impérialistes permettent au régime de survivre et de se renforcer, d'où une menace constante contre la sécurité du continent africain tout entier. Par ailleurs, c'est la confiance qu'a l'Afrique du Sud dans l'appui continu des puissances occidentales qui l'a poussée jusqu'à appliquer le système d'apartheid au Sud-Ouest africain, territoire où juridiquement elle n'a aucun droit. A l'heure actuelle, le Gouvernement sud-africain, de façon illégale et contre la volonté de l'écrasante majorité de la population autochtone, accorde son plein appui au régime raciste qu'il a contribué à établir en Rhodésie du Sud.

21. L'adoption de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale a marqué un tournant dans les activités des Nations Unies relatives à la question de l'apartheid, et, si ses dispositions avaient été appliquées par tous les Etats Membres, le problème serait maintenant en voie d'être résolu. La Tchécoslovaquie est l'un des Etats qui a pleinement mis en œuvre les dispositions de cette résolution en rompant toutes relations avec l'Afrique du Sud. Cependant, les principaux pays impérialistes n'ont pas suivi cette même voie. En 1964, le Conseil de sécurité a créé un comité d'experts [résolution 191 (1964)] chargé d'étudier les moyens d'appliquer des sanctions contre l'Afrique du Sud. Toutefois, certains membres de ce comité — les mêmes principaux partenaires commerciaux et militaires de l'Afrique du Sud que le représentant de la Tchécoslovaquie a déjà mentionnés — ont délibérément essayé de saboter les travaux du Comité. Etant donné l'inanité démontrée des appels et des condamnations morales, la délégation tchécoslovaque estime que l'application de sanctions offre le seul moyen de mettre fin au système d'apartheid. Ce moyen est prévu dans la Charte, et, dans les circonstances actuelles, il est du devoir de tous les Etats Membres de l'appliquer. Un certain nombre de représentants d'Afrique ont souligné les graves conséquences qui surgiraient inévitablement si les Nations Unies ne pouvaient prendre les mesures nécessaires. La pleine responsabilité de la situation qui serait alors créée reviendrait aux Etats qui ont refusé d'appliquer les décisions des Nations

Unies et qui ont continué de soutenir le régime sud-africain.

22. La Tchécoslovaquie, qui a été l'une des premières victimes de l'agression nazie et dont le peuple a été considéré comme "inférieur" par les nazis, sait d'expérience ce qu'est le racisme. Elle est donc particulièrement bien placée non seulement pour condamner l'apartheid, mais également pour demander des mesures décisives qui mettraient fin à cette politique et qui assureraient l'entière liberté politique et sociale des habitants autochtones de l'Afrique du Sud.

23. M. NABWERA (Kenya) félicite le Président du Comité spécial de la déclaration instructive qu'il a faite à la 469<sup>ème</sup> séance. Le Rapporteur de ce comité mérite également des compliments pour la manière dont le rapport très documenté a été rédigé.

24. Le régime d'apartheid est fondé sur la conviction qu'un non-Blanc est inférieur à un Blanc, quelles que puissent être les qualités personnelles de l'un ou l'autre. Les partisans de l'apartheid traitent les Africains, qui constituent la grande majorité de la population, comme s'ils étaient moins qu'humains, se refusant à leur accorder les droits de l'homme, les confinant dans des zones réservées qui ne représentent qu'environ 10 p. 100 de la superficie totale du pays, leur interdisant de posséder du terrain ou des maisons dans les zones urbaines, séparant arbitrairement les membres d'une même famille, et jetant les Africains en prison sous le moindre prétexte. Ceux qui défendent l'apartheid ont dit aux Nations Unies qu'elles devaient faire preuve de patience et que le problème se résoudra à la longue; mais l'histoire montre que depuis 1910, quand la minorité blanche a reçu des mains du Royaume-Uni les pouvoirs politiques en Afrique du Sud, la situation n'a cessé de s'aggraver. Quant à l'argument selon lequel l'apartheid est un problème intérieur dans lequel les autres pays n'ont pas à intervenir, la réponse est qu'on ne peut s'attendre à ce que le reste de l'Afrique et du monde demeurent les témoins indifférents de la persécution et de l'oppression des habitants africains. Les pressions morales exercées sur les racistes sud-africains par l'ONU dans le passé n'ont produit aucun résultat, et l'Organisation doit maintenant examiner quelles mesures pratiques il conviendrait de prendre. Malheureusement, même les mesures très limitées qu'elle a déjà recommandées ont été sabotées par les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne et maintenant l'Italie. Si ces Etats, de même que le Japon, se décidaient à imposer des sanctions économiques et un embargo sur les armes, l'Afrique du Sud serait obligée de prendre au sérieux les résolutions des Nations Unies et de commencer à adopter une politique intérieure différente. Le Gouvernement des Etats-Unis applique une politique d'égalité à l'égard de ses propres citoyens, mais en Afrique du Sud il est tout disposé à commercer avec un gouvernement dont les idées sont identiques à celles du Klu-Klux-Klan. La France, qui s'est donnée pour règle d'or de s'abstenir à l'occasion des scrutins concernant l'Afrique du Sud et les questions coloniales, a intensifié ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et ses fournitures

d'armes à ce pays. Un troisième membre permanent du Conseil de sécurité, le Royaume-Uni, adopte maintenant une position équivoque sur toutes les questions directement ou indirectement relatives aux droits des Africains. Dans le cas de la Rhodésie du Sud, le Royaume-Uni a élevé des protestations verbales contre la proclamation illégale d'indépendance par le régime Smith, mais a prétendu qu'il ne pouvait appliquer que des sanctions économiques de caractère non punitif.

25. Les Etats africains, qui figuraient pour 14 p. 100 dans le chiffre total du commerce extérieur de l'Afrique du Sud, ont imposé le boycottage recommandé par l'ONU au prix de sérieux sacrifices et tout en sachant fort bien qu'un boycottage appliqué par l'Afrique seule ne pourrait blesser l'Afrique du Sud. Le Gouvernement du Kenya, pour sa part, a interdit tous les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et le Portugal dès l'accession du pays à l'indépendance, mesure qui a eu pour résultat un manque à gagner de quelque 2 millions de livres par an; il a ordonné la fermeture du consulat sud-africain à Nairobi et a expulsé par la suite le consul général de l'Afrique du Sud; il a suspendu les droits d'atterrissage et de survol dont bénéficiaient précédemment les lignes aériennes sud-africaines sur le territoire et dans l'espace aérien du Kenya, et il a pris à toutes les conférences internationales une position ferme et immuable en ce qui concerne l'apartheid.

26. Certains pays ont profité de la situation créée par l'application, par les pays africains, de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, pour intensifier leurs propres échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Le Japon, membre du groupe des nations africaines et asiatiques, et dont on aurait pu s'attendre qu'il adopte à ce titre la même attitude que les pays africains, a été l'un des principaux bénéficiaires de cette situation. Le peuple et le gouvernement japonais devraient pourtant savoir qu'ils ne peuvent pas espérer gagner sur les deux tableaux. Il est impossible de considérer le Japon comme un membre du groupe des pays d'Afrique et d'Asie s'il continue en même temps à fraterniser avec les racistes sud-africains qui oppriment et persécutent les non-Blancs à cause de la couleur de leur peau. A la présente session de l'Assemblée générale, on demande aux Membres d'élire le Japon au Conseil de sécurité. S'ils le font, quelle sera la position du Japon quand le Conseil sera saisi de la question des sanctions économiques?

27. Si les Nations Unies ne peuvent pas prendre de mesures pour obliger l'Afrique du Sud à modifier sa politique raciste, d'autres doivent alors assumer cette responsabilité. M. Nabwera fait notamment appel à ses frères africains pour qu'ils ne se contentent plus de l'adoption de résolutions condamnatoires. En fin de compte, la question de l'apartheid devra être résolue par la force des armes et, le moment venu, les Africains et leurs amis devront s'unir et faire face aux racistes blancs. Les agissements du régime Smith en Rhodésie du Sud ont considérablement rapproché ce moment. Les Africains doivent être disposés à regagner et à préserver à tout prix les droits du peuple africain et à mettre obstacle aux

forces d'oppression et d'inhumanité sur le continent africain.

28. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) dit que, bien qu'il comprenne pourquoi le représentant de l'Afrique du Sud préfère ne pas être présent pendant que se déroule le débat actuel, il doit insister sur le fait que, en devenant signataire de la Charte, le Gouvernement de l'Afrique du Sud s'est engagé à respecter les principes sur lesquels l'Organisation des Nations Unies est fondée et qu'il est de son devoir de remplir ses obligations. Son représentant devrait se présenter devant la Commission pour défendre la politique de son gouvernement. Il est possible que certains des faits soumis à la Commission soient inexacts. Dans ce cas, le représentant de l'Afrique du Sud devrait être présent pour les rétablir. Mais le fait qu'il soit présent ou absent n'affecte en rien le droit et le devoir de la Commission d'étudier la question de l'apartheid.

29. Le plus récent rapport du Comité spécial (A/5957), qui décrit la persécution et l'oppression dont font l'objet les adversaires du régime, mérite les éloges de la Commission. Des renseignements supplémentaires se trouvent dans les rapports du Comité du Sud-Ouest africain, dont M. Rodríguez Fabregat a été le président. Dans l'exécution de sa tâche, il a rassemblé des renseignements au Ghana, en Tanzanie, au Kenya, en Rhodésie, en République arabe unie, au Soudan et en Ethiopie. Les seuls pays où il n'a pu se rendre sont ceux dans lesquels est pratiqué le système d'apartheid — l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain. La permission de visiter ces pays a été refusée pour la même raison que celle pour laquelle le représentant de l'Afrique du Sud est absent du débat. L'Afrique du Sud n'a rien à montrer et tout à cacher. Le représentant des Etats-Unis a cité (474ème séance) les mots d'Adlai Stevenson, qui a dit que la politique d'apartheid était raciste dans ses origines et arrogante dans son application. Cette arrogance se révèle dans le refus de l'Afrique du Sud d'engager un dialogue avec la Commission. On finit par croire que les partisans de l'apartheid se refusent à s'asseoir dans la même salle que les représentants des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Peut-être veulent-ils introduire le principe de l'apartheid dans les séances de l'Organisation des Nations Unies elles-mêmes. Les peuples de l'Amérique latine représentent une diversité de races, de religions et de nations. Il en est qui sont de couleur. Comme les peuples d'Afrique, ils ont leurs héros qui se sont battus contre les régimes coloniaux et pour l'indépendance. M. Rodríguez Fabregat met au défi le représentant de l'Afrique du Sud de prendre place parmi leurs représentants et de défendre l'apartheid.

30. Lors de son séjour en Afrique, il a pris la parole devant les étudiants de l'université au Ghana. Il leur a dit combien les esclaves amenés d'Afrique avaient contribué à la culture américaine. Les Africains ont fourni un élément culturel qui a marqué de manière particulière l'art, la poésie, la peinture, la musique et la danse en Amérique du Sud. Cette contribution a porté ses fruits grâce à l'absence de discrimination raciale.



31. Parlant de son point de vue de professeur, le représentant de l'Uruguay déplore le manque d'éducation dont souffrent les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud. Un professeur ne peut faire preuve de discrimination dans son travail, parce que l'éducation est sacrée. Si l'Afrique du Sud refuse à certains de ses sujets le droit d'accéder au savoir, c'est parce que le principe même de l'éducation a été violé.

32. Les lois de l'apartheid classent les hommes, sur une base raciale, dans plusieurs catégories: Européen, non-Européen, de couleur et indigène. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud a eu l'audace de s'arroger le droit non seulement de décider à quelle race appartient une personne donnée, mais de la placer dans une catégorie différente si elle viole les lois de l'apartheid.

33. Le système de l'apartheid est maintenant étendu au Sud-Ouest africain. Il est bon de mentionner ceci parce que l'Afrique du Sud a prétendu que sa politique raciale est une affaire qui relève de sa juridiction interne au titre du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. A supposer que cet argument soit justifié — et personnellement M. Rodríguez Fabregat ne considère pas qu'il le soit — il ne saurait s'appliquer au peuple du Sud-Ouest africain, qui a été confié à la garde du Gouvernement sud-africain pour qu'il le guide vers l'indépendance complète et la souveraineté nationale.

34. L'apartheid constitue une menace pour la paix internationale. Il est vrai que des pratiques discriminatoires existent dans d'autres pays, mais on s'efforce de les abolir. En Amérique du Sud, par exemple, la condition des populations indigènes a donné naissance à ce qu'il est convenu d'appeler une "littérature de protestation". Mais il n'existe rien de comparable en Afrique du Sud. La seule voie laissée à la population opprimée est de lutter, et la cause de la liberté en Afrique a déjà ses martyrs. Il est du devoir des Nations Unies de prendre clairement position sur ce point, comme le Conseil de sécurité l'a fait à propos de la Rhodésie du Sud. La situation créée par la politique d'apartheid est explosive. M. Rodríguez Fabregat a pu le constater lui-même en tant que président du Comité du Sud-Ouest africain, et le Comité spécial est maintenant arrivé à la même conclusion.

35. On trouve la preuve des dangers que présente la situation actuelle en Afrique du Sud en lisant les comptes rendus du procès de Rivonia qui s'est déroulé à Pretoria (voir A/5692, annexe I). On a traduit en justice, pour actes de sabotage et d'autres infractions, des dirigeants d'organisations non blanches et d'autres adversaires de l'apartheid. Selon l'accusation, les prévenus avaient commis 222 actes de sabotage dans tout le pays. La justice sud-africaine est telle que le doute est permis quant à l'exactitude des accusations, mais les faits reprochés sont néanmoins une expression des sentiments dominants des adversaires du régime. Des hommes sont incarcérés, isolés et menacés de la peine de mort parce qu'ils ont exactement la même opinion du Gouvernement sud-africain que les membres de la Commission. Maintenant, la répression s'est étendue aussi à ceux qui défendent les adversaires de l'apartheid. Le Comité spécial a exprimé sa profonde inquiétude

comme suite à l'arrestation d'Abram Fischer, principal avocat de la défense au procès de Rivonia (voir A/5825, par. 104). Il est impossible d'attendre du peuple martyr d'Afrique du Sud qu'il tolère pendant très longtemps encore cette situation. Le temps presse, et l'Organisation des Nations Unies doit prendre de graves décisions.

36. Le représentant de l'Iran a déclaré (471ème séance) que l'on répète d'une année à l'autre les mêmes protestations sur l'apartheid. Le représentant de Cuba a demandé (473ème séance) sur quel point on pouvait encore discuter avec l'Afrique du Sud. Compte tenu du refus obstiné de l'Afrique du Sud de changer sa politique, l'Organisation des Nations Unies doit prendre des mesures plus sévères. La délégation uruguayenne appuiera toute décision qui concordera avec les vues qu'elle vient d'exposer. Il faut agir pour faire connaître aux victimes de l'apartheid, en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain, que les Nations Unies sont solidaires de leur cause.

37. M. KANO (Nigéria) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance aux discussions qui ont lieu à l'ONU sur l'apartheid, et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu, elle estime que le maintien d'une politique qui enfreint de façon si ouverte l'un des principes fondamentaux des Nations Unies constitue un défi que l'Organisation ne peut souffrir davantage sans risquer de perdre beaucoup de son autorité et de son influence. En second lieu, la répression à laquelle la majorité des habitants de l'Afrique du Sud est soumise sans relâche achemine ce pays vers une explosion inévitable qui aura les conséquences les plus terribles pour la paix en Afrique et pour la concorde entre les races dans le monde entier. Pour cette raison, il devient de plus en plus urgent que les Nations Unies prennent des décisions plus positives pour obtenir l'abandon de la politique d'apartheid. La délégation nigérienne partage entièrement l'avis du Comité spécial lorsqu'il conclut que les événements d'Afrique du Sud constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et, par conséquent, rendent nécessaires des mesures de la part de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du Chapitre VII de la Charte. L'expérience a montré que les appels, les banalités et les pressions morales n'ont pas d'action sur le Gouvernement sud-africain. La délégation nigérienne est convaincue que l'imposition de sanctions économiques constitue le seul moyen pacifique susceptible d'amener un changement en Afrique du Sud, car il est évident qu'aussi longtemps que l'économie de ce pays sera prospère, le régime de Pretoria sera en mesure de consacrer d'énormes ressources non seulement au maintien d'un système policier semblable à celui de la Gestapo, mais également à la fabrication et à l'importation des armes et munitions sans lesquelles le système d'apartheid s'effondrerait. Il faut rappeler aux Etats Membres qui continuent à entretenir des relations économiques avec l'Afrique du Sud au mépris de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, que le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ceux qui sympathisent avec lui dans d'autres régions de l'Afrique ne pourront pas rester indéfiniment indifférents devant cette complicité flagrante avec un système qui constitue une insulte

à la dignité des Africains, et devant l'appui qui lui est donné.

38. L'Afrique du Sud déploie un effort massif de propagande pour tromper le monde sur sa politique raciste, pour faire jouer en sa faveur les préjugés raciaux et pour discréditer les Etats africains, l'Organisation des Nations Unies et la population non blanche d'Afrique du Sud. Outre qu'elle dépense des sommes énormes en publicité dans les journaux, notamment dans les pays avec lesquels elle maintient des relations commerciales, elle a récemment commencé à utiliser la radio aux mêmes fins. Les nouveaux émetteurs de la station radio ondes courtes dénommée "La voix de l'Afrique du Sud", qui ont été inaugurés en octobre 1965 et doivent diffuser des programmes en neuf langues, sont 12 fois plus puissants que ceux qui étaient utilisés précédemment. Le Gouvernement est aidé dans son effort de propagande par la South Africa Foundation, qui a été créée par des hommes d'affaires sud-africains et reçoit l'appui de sociétés étrangères qui possèdent d'importants intérêts en Afrique du Sud. Cette fondation a des bureaux au Royaume-Uni et en Allemagne occidentale, des représentants en France, aux Pays-Bas et en Belgique, et elle a annoncé son intention d'ouvrir un bureau à New York. En outre, il y a dans d'autres pays des comités sud-africains appuyés par des intérêts industriels et commerciaux. Un comité de ce genre a récemment été créé aux Etats-Unis; il est principalement composé de personnes associées au "groupe de pression du Katanga" et il a pour but de s'opposer à l'imposition de sanctions et à d'autres mesures dirigées contre l'Afrique du Sud. Il dispose d'un budget important et encourage des chroniqueurs et des journaux à critiquer l'action entreprise par l'ONU contre l'Afrique du Sud.

39. M. Kano appelle l'attention sur le paragraphe 159 du rapport du Comité spécial (A/5957), dans lequel il est fait mention de la nécessité d'offrir des secours et une assistance aux victimes de la politique raciste du Gouvernement sud-africain. Par suite de la persécution des adversaires de la discrimination raciale en Afrique du Sud, des dizaines de milliers de personnes, en particulier des femmes et des enfants, ont été placées dans une position telle qu'elles seraient dans le dénuement sans la générosité de ceux qui, tant en Afrique du Sud qu'en dehors de ce pays, ont versé des contributions pour les aider. Cependant, étant donné que l'étendue de la répression s'est accrue et que la collecte des fonds de secours en Afrique du Sud a été rendue plus difficile, il n'est pas possible de faire face aux besoins actuels avec les fonds recueillis grâce aux collectes privées.

40. La délégation nigérienne, pour cette raison, a appuyé vigoureusement la recommandation de 1963 du Comité spécial qui a abouti à l'adoption de la résolution 1978 B (XVIII) par laquelle l'Assemblée

générale a invité les Etats membres et les organisations à verser des contributions en faveur des personnes persécutées par le Gouvernement sud-africain et de leurs familles. Cette action humanitaire non seulement est conforme aux principes des Nations Unies, mais constitue l'exécution d'une obligation de la part de la communauté internationale à l'égard de personnes qui sont persécutées pour la défense de ces principes. On avait espéré que ces contributions pourraient être versées par l'intermédiaire d'un organisme approprié tel que le Comité international de la Croix-Rouge, mais le Gouvernement sud-africain a interdit au Comité international toute activité dans ce domaine.

41. Le Comité spécial a depuis fait appel aux Etats Membres pour qu'ils versent des contributions par l'intermédiaire des organisations bénévoles existantes, et M. Kano tient à féliciter les gouvernements qui ont donné suite à cet appel. Le Comité spécial recommande maintenant à l'Assemblée générale d'étudier la création d'un trust fund des Nations Unies constitué au moyen de contributions bénévoles provenant de particuliers, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales d'Etats Membres. La délégation nigérienne appuie vigoureusement cette recommandation, car ce fonds compléterait les efforts des organisations bénévoles et pourrait être utilisé pour verser des contributions à celles-ci, aux gouvernements des pays où des Sud-Africains ont trouvé refuge et à d'autres organismes appropriés. Les fins auxquelles les sommes versées seraient utilisées sont énoncées au paragraphe 163 du rapport (A/5957). Le fonds serait administré par un groupe d'administrateurs nommés par les gouvernements d'Etats Membres que désignerait le Président de l'Assemblée générale.

42. La délégation nigérienne croit que la création de ce fonds donnera plus de sens à la résolution 1978 B (XVIII) de l'Assemblée générale. Elle est spécialement préoccupée du sort de 15 000 à 20 000 membres des familles des victimes de l'apartheid, qui ont désespérément besoin de secours et dont un grand nombre sont des enfants qui n'auront pas, sans ces secours, la possibilité d'aller à l'école. Un fonds international tel que celui qui est proposé faciliterait la collecte des contributions auprès de donateurs plus nombreux et leur utilisation plus efficace.

43. Si la délégation nigérienne ne cesse d'attirer l'attention des Etats Membres sur la nécessité d'obtenir l'abandon de la politique d'apartheid, c'est parce qu'elle est convaincue que la répression massive qui s'exerce en Afrique du Sud ne peut pas continuer indéfiniment et que, s'il n'y est pas mis fin par des moyens pacifiques, toute l'Afrique sera plongée dans un bain de sang.

La séance est levée à 18 h 20.